

Informations sous embargo jusqu'au 18 février 2026

UFIP ENERGIES ET MOBILITES RAPPELLE QUE LE PÉTROLE FRANÇAIS EST UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE NATIONALE

**9 Français sur 10 estiment légitime de maintenir
une production de pétrole en France***

Paris, le 18 février 2026 : La production de pétrole brut en France reste un sujet largement méconnu du grand public, souvent abordé de manière partielle ou partielle. Pour objectiver les nombreux débats, Ufip Énergies et Mobilités (Ufip EM) a confié à OpinionWay une étude* visant à mesurer le niveau de connaissance et la perception des Français sur la production pétrolière nationale. Les résultats mettent en évidence un contraste net : si la méconnaissance initiale demeure élevée, la majorité des répondants reconnaît néanmoins l'utilité de cette production dès lors que ses enjeux et ses réalités sont explicités.

Pour de multiples raisons, il serait aberrant de renoncer à produire ce pétrole présent sous nos pieds, alors même que cela n'aura aucun effet retardateur sur les transitions climatique ou énergétique. L'Etat doit nous permettre de poursuivre nos travaux, ainsi que le prévoit la Loi.

Six tendances en un coup d'œil

- **Une production largement méconnue** : 61 % des Français pensent que la France ne produit pas de pétrole, alors que des bassins sont toujours exploités sur le territoire national.
- **Une utilité reconnue dès lors que le sujet est expliqué** : 89 % identifient au moins une raison légitime de maintenir une production pétrolière nationale.
- **La souveraineté énergétique en premier ressort** : 52 % citent la réduction de la dépendance aux importations comme principal argument.
- **Un enjeu stratégique assumé** : 33 % associent la production nationale à la souveraineté militaire et à la sécurité d'approvisionnement.
- **Un ancrage territorial fort et reconnu** : 33 % évoquent la préservation de l'emploi et de l'activité économique dans certains territoires.
- **Un impact environnemental pris en compte** : 35 % estiment qu'une production en France peut limiter l'empreinte carbone comparativement à celle du pétrole importé.

« D'après des travaux menés en 2025 par un organisme indépendant pour le compte de plusieurs producteurs, l'empreinte carbone du pétrole brut importé en France est deux à quatre fois supérieure à l'empreinte carbone du pétrole produit en France » explique Olivier Gantois, Président d'Ufip EM.

Une production encore largement méconnue du grand public

Premier enseignement de l'étude* : **six Français sur dix pensent que la France ne produit pas de pétrole**, alors que les productions des bassins aquitain et parisien représentent environ **1 % de la consommation nationale**. Cette méconnaissance s'explique en partie par la faiblesse relative des volumes produits, mais aussi par la discrétion historique de la filière.

Inscrite depuis 2017 dans le cadre législatif strict de la Loi Hultot**, la production de pétrole français pourrait être multipliée par trois si on laissait les exploitants déployer leur production jusqu'en 2040.

La connaissance de cette réalité varie toutefois selon les profils. Les habitants des régions historiquement concernées par ce secteur d'activité apparaissent légèrement mieux informés. Si les plus jeunes sont les plus au fait de l'existence d'une filière de production de pétrole en France (53% des 18-24 ans), leurs homologues de 25 à 34 ans sont les moins bien renseignés à ce sujet : seul un quart d'entre eux en ont connaissance (25%).

Idée reçue : la production pétrolière française est marginale, donc sans intérêt.

Si les volumes sont limités, leur importance stratégique ne se mesure pas uniquement en pourcentage de consommation. La production nationale contribue à la sécurité des approvisionnements énergétiques, à la souveraineté et aux activités industrielles de certains territoires, des dimensions rarement prises en compte. Cette production pourrait même augmenter de manière significative jusqu'en 2040, voire au-delà si la Loi l'autorisait.

Maintenir une production de pétrole : des raisons jugées légitimes par les Français

Si la production nationale est mal connue, **son utilité est très largement reconnue dès lors que le sujet est présenté de manière factuelle**. Près de **9 Français sur 10** identifient au moins une raison légitime de maintenir une production de pétrole en France. Les motivations avancées sont avant tout stratégiques.

- La réduction de la dépendance aux importations arrive en tête,
- Suivie du renforcement de la souveraineté énergétique,
- Pour un tiers des répondants, de la souveraineté militaire.

À ces enjeux s'ajoutent des considérations économiques et territoriales : **un tiers des Français associent la production nationale au maintien de l'emploi et de l'activité locale, notamment dans des territoires où les perspectives industrielles sont limitées.**

« Cette étude montre que les Français abordent le sujet avec beaucoup plus de pragmatisme qu'on ne pourrait le penser. Lorsqu'on pose les faits, les questions de souveraineté et de sécurité d'approvisionnement s'imposent comme des évidences. », souligne Olivier Gantois.*

Idée reçue : arrêter la production nationale permettrait de mettre fin à la consommation d'énergies fossiles.

Mettre fin à la production de pétrole brut en France ne supprimera pas la demande en produits finis pétroliers. À court et moyen termes, cela reviendrait seulement à remplacer ce pétrole par des importations, sans garantie de bénéfice environnemental global.

La question centrale devient alors celle de la cohérence entre objectifs climatiques, sécurité d'approvisionnement et réalité de la demande en énergies.

A titre d'exemple, la consommation de produits pétroliers estimée pour 2025 est de 64,8 millions de tonnes par rapport à 65 millions de tonnes en 2024. Le rythme de baisse est donc inférieur à 1% alors que le projet de PPE-3 prévoit une baisse de la demande de produits pétroliers de 6% par an.

Une lecture nuancée des enjeux environnementaux et de transition

Contrairement à une opposition souvent binaire entre production pétrolière et transition énergétique, l'étude* met en évidence chez les Français une lecture plus nuancée des enjeux climatiques et de transition. **35 % des Français** estiment qu'une production nationale peut limiter l'empreinte carbone liée au transport maritime du pétrole importé, tandis que **18 %** considèrent qu'elle peut contribuer à accompagner la transition énergétique.

Cette perception est particulièrement marquée chez les plus jeunes. Les **18-24 ans** sont plus nombreux à voir dans la production nationale un levier pour organiser la transition (29% contre 18% pour l'ensemble de la population), tout en se montrant également plus critiques à l'égard de son maintien (16% considèrent qu'il n'est pas utile de maintenir une production de pétrole en France). Cette ambivalence traduit une attente forte de cohérence entre les objectifs climatiques affichés par la France et les réalités actuelles de la consommation d'énergies, en particulier dans les transports.

« La question environnementale est dans les esprits des Français et elle s'intègre dans une réflexion plus large, qui tient compte du temps long des transitions et de leur impact sur les usages existants » poursuit Olivier Gantois.

Idée reçue : la transition énergétique pourrait s'opérer rapidement.

Les trajectoires actuelles de la transition énergétique montrent que la baisse des usages des produits pétroliers est progressive, notamment dans les transports où le pétrole représente encore 90% de la consommation (sans compter les biocarburants). La transition ne s'effectue ni à rythme constant ni de manière homogène selon les secteurs. Ignorer cette réalité revient à fragiliser la crédibilité même des politiques de transition.

« Pris dans leur ensemble, les résultats de l'étude* dessinent le portrait d'une opinion publique plus nuancée qu'on ne l'imagine. Le pétrole n'y apparaît ni comme un modèle à prolonger, ni comme un sujet à évacuer, mais comme une réalité à gérer de manière cohérente. Tant que la France a besoin de produits pétroliers, la question centrale n'est pas seulement celle de la sortie, mais celle de la manière dont cette transition est organisée, de façon responsable et maîtrisée » conclut Olivier Gantois.

*Étude OpinionWay pour Ufip Énergies et Mobilités réalisée auprès de 1 049 personnes, représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. Enquête en ligne (CAWI), menée du 14 au 16 janvier 2026. Toute publication doit mentionner : « Sondage OpinionWay pour Ufip Énergies et Mobilités ».

****La loi Hulot en quelques points clés**

- Fin de l'exploitation des hydrocarbures au 1.1.2040
- Pas de nouveaux permis de recherches depuis 2017
- Pas de prolongation de concession pour une durée dont l'échéance excède le 1.1.2040
- Des exceptions : besoins industriels liés à l'exploitation du gaz de Lacq, sécurité de l'exploitation du gaz de mine
- Interdiction de la fracturation hydraulique et de toute autre méthode non conventionnelle

À propos d'Ufip Énergies et Mobilités

Ufip Énergies et Mobilités est le syndicat professionnel qui couvre la chaîne de production et de distribution des énergies liquides en France. Il rassemble les entreprises exerçant en France une des activités du secteur des énergies liquides suivantes : plateformes industrielles, logistique, stockage souterrain, distribution de toutes les énergies des mobilités, production de pétrole brut. Engagés aujourd'hui dans la décarbonation de leurs procédés industriels et de leurs produits, ses membres se transforment en intégrant progressivement des processus innovants de réduction du carbone et la production d'énergies liquides décarbonées - comme les carburants liquides bas carbone, l'hydrogène bas carbone ou encore le captage et le stockage de CO₂ -. Ils investissent dans la transition énergétique afin d'apporter des solutions durables permettant d'atteindre les objectifs climatiques de la France.

Ufip Énergies et Mobilités, porte-parole de l'industrie pétrolière en France participe ainsi activement à la transformation du système énergétique et de ses usages via une trajectoire de décarbonation au meilleur coût pour le consommateur tout en préservant la sécurité d'approvisionnement du pays. 7 raffineries, 2 bioraffineries, 200 dépôts, 6000 Km de pipelines, 65 Mm3 d'énergies liquides consommées, 48 MM3 de carburants routiers, 11 000 stations-services. www.energiesetmobilities.fr

Contacts presse :

Leslie Toledano – Leslie@shadowcommunication.fr – 06 10 20 79 60

Aurélien Vinzent – aurelievinzent@shadowcommunication.fr – 06 58 66 80 49